



Aulnay-sous-Bois, le 10 mars 2014

**Monsieur Jean-Marc AYRAULT**  
Premier Ministre  
Hôtel de Matignon  
75700 PARIS

Monsieur le Premier Ministre,

Je me permets de vous alerter à propos de l'installation illégale sur le domaine public de baraques de fortune établies par des populations d'origine Rom. Le phénomène atteint des proportions extrêmement inquiétantes en Seine-Saint-Denis. L'on dénombre une quarantaine de ces campements où vivent, dans des conditions de précarité et d'insalubrité insupportables, près de 10 000 personnes, dont de nombreux enfants. Pour la seule ville d'Aulnay-sous-Bois, je déplore la présence de trois campements dans lesquels s'entasse un millier de Roms.

Nous avons aussitôt saisi la Justice afin d'obtenir que soit mis un terme à cette situation inadmissible. Or, toutes les décisions conduisant à l'expulsion ont été repoussées au 28 mars prochain. Ce délai est lourd de danger à deux titres. D'une part, il donne le sentiment d'un laxisme des autorités propice à gonfler le nombre des occupations illicites. D'autre part, les tensions avec les riverains s'exacerbent de jour en jour au point que l'irréparable n'est pas à écarter.

La Seine-Saint-Denis n'a jamais failli à sa tradition humaniste, et dans le cas présent les maires n'ont pas manqué de prendre leurs responsabilités, en particulier quand il s'est agi de scolariser les enfants. Cependant, nous ne pouvons plus faire face à un tel afflux et aux conséquences qui en résultent, y compris du point de vue de la dégradation de l'image de nos communes. Les acteurs économiques sont atterrés devant ce qu'ils considèrent comme un renoncement incompréhensible des pouvoirs publics.

C'est pourquoi, Monsieur le Premier Ministre, je vous demande avec solennité de mettre en place de toute urgence une table ronde, sous votre égide, consacrée aux moyens d'engager sur ce sujet la solidarité de toutes les communes d'Ile-de-France, et au-delà d'examiner les possibilités d'une intervention décisive de la Communauté européenne. Je ne voudrais pas que des événements gravissimes se produisent pour enclencher une action politique d'ampleur qu'il ne me paraît désormais plus possible de différer.

Je vous prie de croire, Monsieur le Premier Ministre, en l'expression de ma très haute considération.



  
**Gérard SEGURA,**  
Maire,  
Vice-Président du Conseil Général

HÔTEL DE VILLE